

Que dit l'économie cette semaine ?

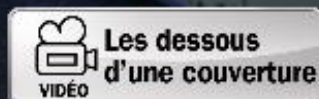


www.challenges.fr

# Challenge<sup>s</sup>

« Il faut dépasser les idées reçues sur les universités »

FRANÇOIS GERMINET  
PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ  
DE CERGY-PONTOISE



## Universités

# LES MEILLEURS MASTERS

p.48

• Droit • Gestion • Sciences • Technologies • RH • Informatique, Web...

**Ceux que les entreprises s'arrachent**

**L'ORÉAL AGON ENCORE MIEUX QU'OWEN-JONES**

p.66

## MASTERS Droit

---

### L'expertise à la barre

*Affaires et fiscalité, protection sociale, patrimoine et immobilier ...  
Ces programmes recèlent de nombreuses pépites. Et pas seulement à Paris.*

**Caroline Franc**

Trois semaines. Voilà le temps qu'il aura fallu à Lucie Bocel pour décrocher un poste collant parfaitement à ses aspirations: avocate collaboratrice au sein du prestigieux cabinet parisien Latournerie Wolfrom & Associés. Une belle réussite qu'elle doit à l'un des programmes les plus réputés sur le marché: le master 214 de Paris 9 - Dauphine, spécialisé en droit des affaires. Certes, les études juridiques, prises d'assaut par les étudiants, ne garantissent pas le jackpot. Il faut y choisir avec soin sa spécialité. Mais les pépites se ramassent à la pelle. Autre exemple, le master 2 en droit des affaires et fiscalité de Paris 1 - Panthéon-Sorbonne: « Les plus grands cabinets s'arrachent nos diplômés », vante Bertrand Fages, l'un de ses deux directeurs. Avec à la clé, pour les heureux élus, des honoraires moyens à l'embauche autour de ... 85000 euros brut par an!

#### Cabinets partenaires

Si Paris recèle quelques cursus stars, la capitale n'en a pas le monopole. On trouve des masters très cotés un peu partout sur le territoire. Rémi Lorrain, 29 ans, pur produit de l'université de Nancy 2, a opté pour le master DJCE (diplôme de juriste conseil d'entreprise) : « Une excellente formation, à la fois au niveau académique, avec des universitaires d'une qualité rare, mais aussi professionnel, avec des intervenants exceptionnels ». Aujourd'hui avocat spécialisé en contentieux au sein du cabinet Darrois Villey Maillot Brochier à Paris, il enseigne en parallèle dans son ancien master, « au côté du directeur juridique d'Air France-KLM, lui-même ancien DJCE ». Bluffant.

« Orléans, Créteil, Sceaux, la Sorbonne, Nancy ... La liste des établissements que nous suivons de près, parce que nous savons qu'ils forment de potentielles recrues, est longue », confirme Stéphane Baller, associé et directeur du développement chez EY Société d'avocats, deuxième recruteur français dans ce secteur. Le cabinet a mis en place un partenariat avec le master de juriste d'affaires franco-anglais de Paris 11 - Sud. « Nous proposons aux étudiants des sessions dans nos locaux, sur la gestion de projet, la prise de parole en public ... L'occasion d'identifier certains profils, bien sûr, mais aussi de participer à la formation de nos futurs collègues et d'échanger avec les universités sur l'évolution de nos métiers. »

*« Orléans, Créteil, La Sorbonne, Nancy ... La liste des établissements que nous suivons est longue. »  
Stéphane Baller, associé chez EY.*

#### Grande variété de postes

Chassés par les plus grands cabinets, ces jeunes diplômés sont également convoités par les entreprises, « dans tous les secteurs, qu'il s'agisse du BTP, de la banque, du secteur pharmaceutique, à des salaires qui ne descendent pas en deçà des 30000 euros, voire 38000 pour les fiscalistes », observe Estelle Raoul, directrice associée à Page Personnel. Et de préciser: « Plus qu'un label de telle ou telle université, ce qui compte, ce sont les expériences engrangées pendant le cursus. » D'où l'importance de multiplier les stages le plus tôt possible ou, mieux encore, de décrocher son diplôme en alternance. Le capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) est un plus, une majorité des étudiants menant même de front leur M2 et l'école d'avocats, les autres passant le concours à la sortie du master. Et il n'y a pas qu'en droit des affaires que ces formations excellent. Parrainé par une grande entreprise, le master professionnel en droit de la protection sociale de Montpellier 1 voit son succès se confirmer d'année en année. Diplômée de ce cursus et aujourd'hui directrice du département prévoyance et épargne salariale au sein de la DRH d'Accor, Carine Molitor constate au quotidien la nécessité pour une entreprise comme la sienne « d'avoir une expertise sur ces sujets techniques et à fort enjeu financier ».

Aussi très prisé, le droit immobilier débouche sur une grande variété de postes: « Nos diplômés travaillent dans des études de notaire, passent le barreau, deviennent administrateurs de biens, décrochent des postes chez des promoteurs ou des assureurs », décrit Olivier Gout, directeur du master en droit immobilier de Lyon 3 - Jean Moulin.

## Compétences en business

Par ailleurs, de plus en plus de programmes permettent de sortir bilingue français-anglais. Certains proposent même des doubles diplômes internationaux ou permettent de décrocher un LLM (master of laws) à un prix défiant toute concurrence. C'est notamment le cas du master droit de l'Europe (section droit/anglais) de Paris 10 - Ouest Nanterre. Le master des affaires francoanglais de Paris 11 - Sud offre, lui, la possibilité à certains étudiants d'effectuer le second semestre à l'université de Montréal, et dispense la moitié de ses cours dans la langue de Shakespeare.

*Certains masters permettent d'obtenir un LLM (master of laws) à un prix modique.*

D'autres offrent des partenariats très sélects, avec les meilleures business schools. Le master droit pénal financier de Cergy-Pontoise s'est lié à l'Essec. Paris 11 - Sud a des accords avec HEC, l'Edhec et l'ESCP Europe. « Il s'agit d'échanges à double sens. Nous recrutons auprès des écoles et elles accueillent nos étudiants », précise Véronique Magnier, directrice du master.

L'occasion d'ajouter à son expertise des compétences en business et management. Le cursus de Paris 1 en droit des affaires et fiscalité est lui en lien avec HEC. Damien Basson est ainsi détenteur d'un double diplôme, paraphé par ces deux illustres établissements. « Ce sont des enseignements très complémentaires. J'ai l'impression d'avoir appris à prendre du recul, à être solide techniquement tout en sachant être efficace et à même de répondre aux exigences des clients. » A 26 ans, il est avocat fiscaliste chez CMS Bureau Francis Lefebvre. Salaire d'embauche: 45 000 euros brut annuels. Un bon début.

10 masters en vue	Nombre de candidats	Nombre d'étudiants par promotion	Durée de la formation	Salaire annuel brut moyen à l'embauche (en euros)
<b>Droit immobilier</b> Lyon 3 - Jean Moulin	280	26	1 an	<b>28000</b>
<b>Droit de la protection sociale</b> (master professionnel) Montpellier 1	400	33	1 an	<b>33000</b>
<b>Droit de l'entreprise</b> DJCE de Nancy 2	350	25	1 an	<b>50000</b>
<b>Droit des affaires et fiscalité</b> Paris 1 - Panthéon-Sorbonne	777	20	1 an	<b>85000</b> (honoraires)
<b>Droit des affaires, management et gestion</b> Paris 2 - Panthéon-Assas	420	35	1 an	<b>45000</b>
<b>Droit des activités numériques</b> Paris 5 - Descartes	215	20	1 an	<b>30000</b>
<b>Droit des affaires (master 214)</b> Paris 9 - Dauphine	749	30	1 an	<b>52000</b>
<b>Droit des affaires franco-anglais</b> Paris 11 - Sud	546	27	1 an	<b>55000</b>
<b>Concurrence, consommation et droit de la propriété Industrielle</b> Rennes 1	200	20	1 an	<b>27120</b>
<b>Droit de l'entreprise spécialisé secteur financier</b> Toulouse 1 - Capitole	350	20	1 an	<b>37000</b>

Ce tableau n'est en aucun cas un palmarès. Il a été établi à partir de données transmises par les responsables des cursus, et vise à illustrer la diversité de l'offre universitaire.